

LA RÉVOLTE

POUR LA FRANCE

Un an. Fr. 5 —
Six mois. » 2 50
Trois mois. » 1 25

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les samedis

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an. Fr. 7 —
Six mois. » 3 50
Trois mois. » 1 —

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Réunion Anarchiste Internationale

Nous recevons la lettre suivante :

Barcelone, 19 juillet 89.

Chers compagnons de la Révolte,

Les groupes de la Région espagnole ne veulent pas renoncer à avoir une entrevue avec les éléments anarchistes des autres pays. Nous avons des nouvelles de certains groupes de l'extérieur qui ont le même désir que nous et le même regret que la date ne soit pas encore fixée. Nous avons donc résolu d'inviter directement tous les éléments anarchistes de l'Europe et de l'Amérique à se trouver représentés à Paris le premier dimanche du mois de septembre, à dix heures du matin, à la rédaction de votre journal, pour se rendre à la salle Horel, ou à la salle qui conviendra le mieux. Là nous pourrions échanger nos impressions et savoir à quoi nous en tenir sur plusieurs questions de grande importance.

Nous espérons votre concours pour qu'il y ait le plus grand nombre possible de délégués ou d'individus. Qu'ils soient nombreux, qu'ils soient un petit nombre, nous pourrions toujours nous mettre en relation, nous connaître et probablement organiser un meeting anarchiste et cosmopolite de propagande.

Dès les commencements, nous avons été de l'avis qu'il fût fixé une date où les anarchistes auraient pu se rendre à Paris, se seraient rencontrés pour échanger leurs idées et leurs impressions. — Nous avons espéré que quelque groupe, en aurait pris l'initiative, ou bien que quelques camarades qui auraient partagé cette idée, auraient pu se grouper pour y donner suite, n'ayant pas voulu, pour diverses raisons, en prendre l'initiative nous-même. Malheureusement il n'en a pas été ainsi, et, déjà, beaucoup de camarades sont passés à Paris et sont retournés chez eux. Malgré tout, à la date fixée par nos camarades espagnols, beaucoup de compagnons peuvent encore s'y rencontrer, cette réunion peut donner de bons résultats pour resserrer les liens d'amitiés et de solidarité entre les divers groupes, nous adhérons donc complètement à la proposition des amis espagnols et donnons rendez-vous à tous les camarades qui pourront se rendre à Paris, le dimanche 1^{er} septembre.

Seulement, comme nos bureaux sont encombrés quand il s'y trouve une demi-douzaine de camarades, nous croyons qu'il serait préférable de se rendre de suite à la salle Horel, 13, rue Aumaire, où l'on trouvera tous les renseignements nécessaires, au cas où l'on serait forcé de changer de salle.

Inutile d'ajouter que nous recevrons avec plaisir la visite des camarades, qui se rendront à notre adresse et ne proposons la salle Horel, que vu l'impossibilité de les recevoir tous à la fois dans notre local.

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

Etant fixés depuis longtemps sur l'action rétrograde des congrès ouvriers, ou soi-disant tels,

que les socialistes étatistes prennent pour l'embryon de leurs parlements futurs, nous nous figurions cependant que la présence à Paris d'un certain nombre de socialistes de toutes nationalités provoquerait des discussions sérieuses sur les différentes théories socialistes, et c'est pour ces discussions, qui eussent été intéressantes à tous les points de vue, que quelques compagnons s'étaient fait inscrire comme délégués aux Congrès.

La conduite des organisateurs, soit possibilistes, soit blanquistes, nous a complètement déçus de voir se produire des discussions intéressant les travailleurs, mais aussi complètement édifiés sur l'orgueil et l'imbécillité absolue des états-majors des partis soi-disant ouvriers.

Nous avons d'abord remarqué, dans un endroit comme dans l'autre, que le bureau était constamment encombré de députés et conseillers municipaux, gens qui nous ont paru absolument déplacés dans un Congrès Ouvrier. Nous avons aussi assisté au déballage des vieux us et coutumes, invariables depuis quarante ans. Soixante-et-onze n'a rien appris aux autoritaires, leur Credo est : Tout pour la forme ; oyez plutôt le début du Congrès : d'abord Transmission des pouvoirs (?) du Comité national au Congrès international, qui, par ce fait, devient souverain (?) ; Nomination de bureau ; Vérification des pouvoirs (?) des délégués ; Nomination de commissions, sous-commissions, vote de ceci, vote de cela, etc., etc., etc., etc.

Hommes de mémoire plus que de jugement, nos futurs gouvernants du Quatrième-Etat ne nous offrent comme nouveauté que les grimaces parlementaires qu'ils ont apprises chez les bourgeois.

Le congrès Blanquiste-Marxiste, dirigé par un bureau éminemment scientifique, met quatre jours à s'organiser avant de pouvoir aborder les questions à l'ordre du jour. Ce qui prit un temps considérable fut la proposition, soutenue par la presque totalité des délégués, de fusionner les deux Congrès en un seul. Les anarchistes, comprenant que les délégués ne forceraient pas le mauvais vouloir des chefs blanquistes et possibilistes, invitèrent les délégués (par voie d'affiche, la tribune n'étant accessible qu'à la coterie privilégiée) à se séparer des meneurs, seule cause de division, et à se concerter entre eux pour organiser des réunions internationales en dehors des questions de boutique.

Cette proposition ne fut pas comprise, les délégués venus dans l'espoir de discuter librement, doivent le regretter aujourd'hui.

Le cinquième jour, enfin, un délégué par nationalité put faire un rapport sur la situation générale de son pays respectif, la plupart d'entre eux n'apportant que des banalités comme documents et des saluts plus ou moins fraternels comme conclusion.

Le sixième jour, le bureau voulut se montrer très généreux et accorder la parole pendant quinze minutes à un anarchiste. Le compagnon Montant fit un exposé succinct des principes communistes-anarchistes :

Le mot anarchie, dit-il, faussement interpré-

té par les littérateurs bourgeois, ne veut pas dire désordre ; en effet, d'après l'étymologie, anarchie est composée de deux mots grecs : *an* — privatif et *arché* — autorité. L'Anarchie est donc une conception des rapports sociaux se produisant sans gouvernement, sans autorité. En effet, puisque l'Etat n'a d'autre mission que de faire respecter les privilèges et les privilégiés. En supprimant le privilège de propriété individuelle, qui consiste à exploiter son semblable en le forçant pour un minime salaire de produire environ six fois plus que le salaire reçu ne lui permet de consommer, l'Etat naturellement et logiquement n'a plus raison d'être. Par conséquent, pour être socialiste conscient et logique, il est urgent de combattre l'Etat aussi bien que le privilège de propriété individuelle, car celui-là n'est que la conséquence, le complément de celui-ci.

Le citoyen Jules Guesde, ajoute le compagnon, a dit à cette tribune que « la Bourgeoisie avait cédé hypocritement aux travailleurs le droit d'association syndicale, parce que ce droit, qui était un danger lorsque la petite industrie était encore florissante est devenu nul dans la grande industrie ». Eh bien cette même Bourgeoisie, continue le compagnon, a cédé aussi hypocritement le bulletin de vote quand elle s'est aperçue que loin d'être une arme entre les mains des travailleurs c'était au contraire la pire des mystifications. Allez donc voter, quand vous êtes sous la pression d'un travail abrutissant et sous l'œil vigilant des contre-maitres, mouchards, etc.

Et en supposant même que les Chambres soient composées d'hommes honnêtes et purs à tous les points de vue n'est-il pas évident que ces hommes représentant chacun une différente branche de l'activité humaine ne seraient compétents que lorsqu'il s'agirait de discuter chacun sur leur métier ou profession. Supposez un instant un député-médecin soumettant une proposition relative à son état, à cinq cents députés étant, qui agriculteur, qui charpentier, maçon, mécanicien, ingénieur, etc., etc., n'est-il pas évident qu'une telle assemblée supérieurement composée par rapport à celles que nous avons eues et que nous avons encore ne pourrait que tomber dans le gachis et l'incompétence la plus complète lorsqu'elle serait mise sur le terrain des délibérations utiles et pratiques et ne serait-il pas plus simple, plus pratique de laisser à chaque groupe producteur ou consommateur le soin de s'entendre avec les différents groupes qui lui seraient utiles pour son propre développement, et de ce fait le développement et le progrès de la société toute entière ?

L'individu libre dans le groupe libre, le groupe libre dans la fédération libre, la fédération libre dans l'Humanité libre ; tel est l'idéal des communistes-anarchistes.

Les individus de même, les groupes se groupant et se fédérant, lorsque le ou les besoins se font sentir. Tout pour la liberté et par la libre entente. Voilà en quelques mots les grandes lignes du communisme-anarchiste que notre ami a exposées brièvement. Enfin le compagnon Montant ne pouvant donner de plus amples dé-

tails en si peu de temps invite les orateurs collectivistes et étatistes à venir soutenir leurs théories contradictoirement dans un grand meeting public.

Parmi les différents préidents dont le Congrès fut alligé pendant sa durée nous devons signaler particulièrement le *sieur Ansele*, de Gand (Belgique), celui-là préside avec une cravache à la main et ne parle rien moins que de coups de pieds dans les reins pour les perturbateurs (inutile de dire que *monsieur Ansele* est très fort pour découvrir les perturbateurs, mais se tient à distance lorsqu'il ordonne de frapper) malgré les excitations de *monsieur Ansele*, l'obéissance de ses commissaires et ce qu'en a dit la feuille de chou de la Ligue Foiraine, personne ne fut expulsé sur l'ordre du digne *monsieur Ansele*, grâce à la résistance de quelques compagnons anarchistes, lesquels avaient bien deux mots à lui dire, malheureusement à partir de ce jour (mercredi), on ne vit plus *monsieur Ansele* au Congrès. Aurait-il eu le pressentiment du juste châtiement qu'il méritait ?

Un autre, qui possède aussi des facultés présidentielles incontestables, c'est le minuscule *Deville*, qui le samedi, dernier jour du Congrès, voulut imposer par la force cette proposition renversante :

« On va vous lire les résolutions présentées par le citoyen Jules Guesde, vous les voterez et on les discutera ensuite ».

Le compagnon *Merlino* veut demander la parole pour une motion d'ordre, tout simplement pour dire que la discussion doit avoir lieu avant le vote, là-dessus tempête et menaces de tout le bureau contre *Merlino* qui proteste. Les anarchistes ont alors à défendre le compagnon *Merlino* contre une meute de larbins qui veulent expulser notre ami. Les anarchistes (une dizaine environ), luttant contre la majorité de la salle, réussirent une première fois à empêcher l'expulsion. C'est alors que *Vaillant* complète la bêtise prétentieuse de *Deville* par une canaillerie, en insinuant que *Merlino* était un agent. Abasourdi par les coups échangés de part et d'autre, *Merlino* ne comprit d'abord pas *Vaillant*, mais quelques minutes après il comprit la traduction anglaise et protesta contre une accusation aussi lâche de la part du bureau. Alors, presque tous les délégués Français et Allemands tombèrent sur les anarchistes pour les expulser ; la lutte était trop inégale, *Merlino* fut emporté ainsi qu'un autre compagnon et nous sortîmes de la salle avec la plupart des délégués anglais qui eux, rédigèrent la protestation suivante :

« Nous, soussignés, délégués dans la séance du 20 juillet, au Congrès Marxiste, protestons contre le parti pris du bureau, d'étouffer la discussion et contre la brutalité dont on a fait usage pour faire aboutir ses agissements ».

« Nous déclarons n'avoir plus rien à faire en lieu semblable et nous nous retirons ».

MM. G. G. SCHACK

F. CHARLES

J. COOPER

RITSON

TOCCHATTI

F. NETLOW

JAMES TOCCHATTI

HAMMERSMITH

MOLIVARI : Délégué italien.

Socialist League.

Radical Club.

Nous donnons ici, les considérants lus par le camarade *Merlino* au Congrès possibiliste.

Considérant qu'une législation internationale ou même seulement nationale du travail non seulement serait, si elle était acceptée par les classes ouvrières, la sanction de leur esclavage et la négation des grands principes du socialisme révolutionnaire, mais qu'une telle législation est économiquement impossible, et qu'il est partant déplorable qu'on fasse miroiter aux yeux des travailleurs cette fausse espérance.

Que jamais l'on pourra soumettre à un ré-

gime uniforme les travailleurs des différentes industries : le domestique et l'ouvrier d'usine, l'ouvrier et le paysan, l'artisan des villes et celui des villages, le manoeuvre de la grande industrie et le producteur indépendant de la petite industrie, encore moins pourra-t-on soumettre à un régime uniforme les travailleurs de différents pays, races et continents.

Que, vu la différence entre pays manufacturiers, agricoles et commerciaux et les inégalités de développement économique, il serait non seulement impossible, mais aussi injuste d'égaliser autrement, que par l'évolution spontanée des rapports économiques, les conditions du travail, sans ce serait sacrifier les faibles aux forts, comme il arrive et arrivera toujours dans une organisation sociale aussi réfractaire que l'actuelle, à toute règle de justice et de raison.

Considérant que, en outre des impossibilités d'ordre économique, des impossibilités politiques s'élèvent contre cette illusion colossale d'une législation internationale du travail ; car si les gouvernements sont armés les uns contre les autres jusqu'aux dents, s'ils sont incessamment occupés à fomenter des haines entre les peuples, si enfin ils ne réussissent pas même à concilier les intérêts des classes capitalistes, qu'ils représentent, comment s'entendraient-ils pour faire bénéficier les travailleurs dont ils sont les ennemis naturels et irréconciliables ? Si l'Etat est un énorme engin de destruction et de violence, comment pourrait-il être un instrument de concorde et de pacification, — non entre les ouvriers, qui n'ont pas besoin de son intervention pour fraterniser, — mais entre les ouvriers et leurs maîtres, qui sont aussi les maîtres de la politique, de la diplomatie, de la finance, enfin des Etats ?

Considérant que, même à part toutes ces impossibilités économiques et politiques, qui rendent parfaitement utopique l'idée d'une législation internationale du travail, une grande raison d'ordre moral s'élève contre elle, et c'est le grand principe de liberté, qui repousse toutes ces législations et réglementations entravant le libre développement de la société et réduisant celle-ci comme dans un lit de Procuste. La liberté est devenue pour l'homme civilisé un besoin, et le premier des besoins.

Considérant, d'ailleurs, qu'il est dangereux de fomenter dans les masses la grande superstition et duperie du siècle, qui consiste à vouloir résoudre les grands problèmes sociaux par des bulletins de votes et articles de loi ; qu'il faut au contraire miner et détruire le fétichisme pour la législation et les législateurs ; et que l'offre d'une législation sur le travail, faite officiellement par les Gouvernements, n'a évidemment d'autre but que de relever aux yeux des masses le Parlementarisme éhonté et d'en prolonger la vie agonisante.

Que, au moment actuel de l'évolution de la pensée socialiste, et après les conquêtes et les défaites de l'Internationale, il s'agit non de reculer et de retourner aux vieux expédients, mais d'avancer, de pousser en avant les revendications du Proletariat, et d'attaquer le dernier rempart de la Bourgeoisie — le Parlementarisme monarchique ou républicain.

Que des milliers de cadavres de victimes et toute une humanité d'opprimés sont entre nous et nos ennemis ; et que cet abîme il faut le creuser davantage, et non l'aplanir par des transactions, qui seraient des vrais trahisons à la Cause.

Qu'il faut donc détruire, avec la Propriété individuelle, le Gouvernement, cette centralisation monstrueuse, cet engin de fraude, de corruption, d'oppression et de discorde sociale, et instituer sur les ruines de ces deux institutions corrélatives une société composée de libres associations de travailleurs administrant leurs propres intérêts et réglant leur propre travail.

Cela considéré, le Congrès

Déclare rester fidèle aux grands principes du socialisme révolutionnaire ;

Repousse comme anti-socialiste, régressive et trompeuse toute proposition de législation de travail ;

Inscrit dans son programme l'abolition du régime parlementaire et gouvernemental, condition nécessaire de l'abolition réelle du régime capitaliste et propriétaire ;

Enfin, ne reconnaissant à personne le droit de transiger sur les Principes — patrimoine unique et inaliénable, et seule espérance du Proletariat du monde, — ni de rapetisser le socialisme aux proportions minimales d'une législation futile et inactuelle de classe, est d'avis que l'entente entre les socialistes révolutionnaires du monde se fasse sur le terrain des grandes et imprescriptibles revendications humaines, — car sur tout autre terrain on ne saurait pas l'union, qu'on fonderait entre travailleurs, mais la discorde, la rivalité, l'ambition et la tyrannie d'une minorité privilégiée sur les masses souffrantes.

In Erwägung:

— Dass eine internationale oder selbst eine nationale Arbeitergesetzgebung, wenn von den arbeitenden Klassen angenommen, nicht nur die Sanction ihrer jetzigen Sklaverei und die Vernichtung der grossen Grundsätze des revolutionären Socialismus sein würde, sondern dass sie auch ökonomisch unmöglich ist;

— Dass es daher bedauerlich ist, dass solche falsche Hoffnungen den Arbeitern vorgaukelt werden;

— Dass die Arbeiter der verschiedenen Branchen — die zu häuslichen Diensten verwendeten und die Sklaven der Werkstatt, Handwerker und Bauern, die « Hände » der Grossindustrie und die betriebs selbstständigen Produzenten der Hausindustrie, — und noch weniger die Arbeiter verschiedener Länder, Rassen und Continente, sich nie ein und denselben Anordnungen unterwerfen würden. In Anbetracht der Verschiedenheiten zwischen Industrie-Ackerbau- und Handel-treibenden Ländern und der verschiedenen Stufen, die die ökonomische Entwicklung in denselben erreicht hat, würde es ungerecht sein, dieselben anders auf eine gleiche Stufe bringen zu wollen als durch die spontane Evolution der ökonomischen Verhältnisse;

— Dass das Resultat einer solchen Regelung nur das Preisgeben der Schwachen zu Gunsten der Starken bedeuten würde, was in einer Gesellschaftsorganisation unvermeidlich ist, die so durch und durch jeder Gerechtigkeit und Vernunft entgegen gesetzt ist wie die gegenwärtige;

— Dass neben dieser ökonomischen Unmöglichkeit die politische Unmöglichkeit gegen diese gigantische Illusion der internationalen Arbeitergesetzgebung spricht, indem die Regierungen stets gegen einander bis an die Zähne bewaffnet sind und beständig den nationalen Hass schüren. Wenn ihnen selbst also die Versöhnung der Interessen der capitalistischen Klassen, die sie vertreten, nicht gelingt, wie können sie sich zum Vorteil der arbeitenden Klassen einigen, deren natürliche und unverwundliche Feinde sie sind ? Wenn der Staat ein ungeheures Werkzeug der Zerstörung und Gewalt ist, wie kann er ein Werkzeug von Eintracht und Frieden sein ; nicht nur zwischen den Arbeitern der verschiedenen Länder, die ohne seine Einschaltung fraternisieren, sondern auch zwischen den Arbeitern und ihren Ausbeutern, die zugleich die Herren der Politik, Diplomatie, Finanz, des Staates selbst sind ;

— Dass auch abgesehen von all diesen ökonomischen und politischen Unmöglichkeiten, die die Idee einer internationalen Arbeitsgesetzgebung vollständig utopisch machen, das grosse Princip der Freiheit unvereinbar ist mit all diesen Regulationen und Massregeln, die die freie Entwicklung der Gesellschaft hindern und sie in ein Prokrustesbett zwingen ; Freiheit ist für einen civilisirten Menschen ein Bedürfniss, und zwar das wichtigste Bedürfniss geworden ;

— In Erwägung ferner, dass es verhängnisvoll ist, unter den arbeitenden Klassen den grossen Aberglauben und Betrug dieses Jahrhunderts zu nähren, der darin besteht, dass man behauptet, die grossen sozialen Probleme durch Stimmzettel und Gesetz lösen zu wollen, während es im Gegentheil nötig ist den Felsenglauben an Gesetzgebung und Gesetzgeber zu untergraben und zerstören ;

— Dass das Angebot von Arbeitsgesetzgebung, das die Regierungen jetzt machen, nur den einzigen Zweck hat, den jetzt vollständig discreditierten Parlamentarismus zu rehabilitieren und sein im Fortschritt befindliches Leben zu verlängern ;

— Dass bei dem gegenwärtigen Stand der Ent-

wicklung der sozialistischen Principien nach den Siegen und Niederlagen der Internationalen Arbeiter Association wir uns nicht zu den alten Ansichten zurückkehren, sondern vorwärtsgehen, die grossen Forderungen des Proletariats vollbringen und die letzten Bollwerke der Bourgeoisie, die monarchischen und republikanischen Regierungen zerstören sollen.

— Dass tausende Leichen von Opfern und eine ganze Menschheit von unterdrückten zwischen uns und unsern Feinden stehen und dass dieser Abgrund immer mehr vertieft werden muss und nicht überbrückt werden darf durch Compromisse, die in der That den Verrat der Sache bedeuten;

— Dass zugleich mit dem Privateigentum der St. at, diese monströse Centralisation, und das Werkzeug von Betrug, Corruption, Unterdrückung und soziale Freiwirtschaft beseitigt werden muss, und dass an dessen Stelle eine Gesellschaft treten muss, die aus freien Arbeiterassociationen besteht, die ihre eigenen Angelegenheiten besorgen und ihre Arbeit selbst regeln;

Auf Grund dieser Erwägungen, Spricht der Congress seine Absicht aus:

Den grossen Principien des revolutionären Socialismus treu zu bleiben;

Verwirft als antisocialistisch, reactionär und irreführend alle Vorschläge für Arbeitsgesetzgebung, und nimmt in sein Programm die Abschaffung des Repräsentativ Systems und des Staates auf, als eine wesentliche Bedingung der wirklichen Abschaffung des kapitalistischen Systems;

Endlich,

Indem der Congress jedem das Recht abspricht, über Principien, das einzige unentfremdbare Erbe der Proletarier der Erde und deren einzige Hoffnung Compromisse zu machen und den Socialismus auf die kleinen Verhältnisse einer Klasse einzuschränken, empfiehlt der Congress: dass die Vereinigung der revolutionären Socialisten der Erde auf Grundlage der grossen und unverfälschten Forderungen der Menschheit geschehe, weil auf irgend einer andern Grundlage keine Vereinigung der Arbeiter begründet würde, sondern Zwietracht, Rivalität, Ehrgeiz und die Herrschaft einer privilegierten Minorität über die ausgebeuteten Massen.

Considering that international or even national labor legislation would not only be if accepted by the workers, the confirmation of their slavery and the negation of the great principles of revolutionary socialism, but it is also an economic impossibility and therefore it is deplorable that such a false hope should be dazzled before the eyes of the workers.

That the workmen in the different trades, the domestic servant and the workshop slave, the artisan and the peasant, the hands of the great manufacturers and the almost independent producers in the home industries would never submit to one and the same regime and even less the workmen of different countries, races and continents.

Seeing the differences which exist between manufacturing agricultural and commercial countries and the different degrees of economical development at which they have arrived, it would be unjust to equalize their conditions otherwise than by the spontaneous evolution of economical relations; as this attempt would only result in the sacrifice of the weaker to the stronger, which is inevitable in a social organisation so essentially antagonistic to every principle of Justice and Reason as is the present society.

Considering in addition to these economical impossibilities that there are also political impossibilities against this gigantic illusion of international labor legislation; the governments being always armed to the teeth against each other and continually engaged in fomenting national hatreds.

When they fail even in reconciling the interest of the capitalist classes, which they represent how could they succeed in agreeing together for the benefit of the workman, whose natural and irreconcilable enemies they are? The State being an enormous engine of destruction and violence how can it be an instrument of concord and peace not only amongst workmen who fraternise without their interference, but between the workmen and their masters; the latter being at the same time the masters of politics, diplomacy and finance, nay of the State itself?

Considering that even apart from all these economical and political impossibilities which render perfectly utopian the idea of international labor legislation, the great moral principle of Freedom is incompatible with any regulations and measures which interfere with the free development of society and would instead mould it on a procrustean bed.

Freedom has become for civilized man a want and one of the most important too.

Further considering that it is dangerous to foster amongst the masses the great superstition of the century, which consists in pretending to resolve the great social problems by the ballot box and Acts of Parliament; that it is on the contrary necessary to undermine and destroy the fetiches of legislation and legislators; and that the offer of labor legislation officially made by the governments has only one aim, that of rehabilitating in the eyes of the masses Parliamentarism now becoming utterly discredited, and to prolong its agonizing life.

Considering that at the present state of development of socialist principles, and after the conquest and defeats of the International Workingmen's Association we should not retrace our steps to old expedients, but march onwards and push forward the great claims of the proletariat and attack the last ramparts of the bourgeoisie, vid. the monarchical or republican parliamentarism.

Considering that the bodies of thousands of victims and a whole humanity of oppressed stand between us and our enemies and that this abyss must be deepened more and more not bridged over by compromises which amount in fact to treason to the Cause.

That together with private property, government this monstrous centralized engine of fraud, corruption, oppression and social discord must be suppressed and in its place must be substituted a society composed of free associations of workers settling their own affairs and organising their own work.

In accordance with these considerations the congress,

Declares its intention to remain true to the great principles of Revolutionary Socialism;

Rejects as anti-socialistic, reactionary and fallacious any proposals for labor legislation;

Inscribes in its program the abolition of the parliamentary and governmental system as an essential condition for the real abolition of the capitalist;

System. Lastly denying to anyone the right to compromise on principles (the sole and inalienable patrimony of the proletarians of the world and their only hope) and denying also the right to reduce socialism to the meager proportion of a class legislation recommends that the union between the revolutionary socialists of the world be made on the basis of the great and imprescriptible human claims; because on any other ground no union would be founded amongst the workers, but discord, rivalry, ambition and the tyranny of one privileged minority over the suffering masses.

MOUVEMENT SOCIAL

France

Bourges. — Ce n'est qu'aujourd'hui, 17 juillet, après six semaines d'attente dans la misère et les angoisses, dans l'inquiétude et l'anxiété du dénouement de son affaire, demandant partout du travail et n'en trouvant nulle part, que Bergeron, auteur de l'affaire de la pyrotechnie de Bourges, passe en correctionnelle pour avoir, comme on le sait déjà, le 6 juin dernier, bouculé son chef d'atelier, le capitaine Lagneau, le grand distributeur d'amendes et autres punitions.

Chacun dans un fauteuil moelleux, trois hommes en robe noire et rabat blanc sont assis derrière leur comptoir. Au-dessus de celui qu'on nomme président, est suspendu un grand Christ en plâtre, baignant la tête comme s'il était honteux d'être pris à témoin des iniquités sociales que l'on vient raconter devant lui. A droite, des gendarmes sont là pour maintenir l'ordre des injustices bourgeoises au cas où le public manifesterait son mécontentement contre les sentences iniques prononcées par les représentants de la loi. Sur ce même côté il y a encore le greffier et les journalistes. A gauche, l'avocat-général et en face, le défenseur.

Voilà tout l'attirail de Thémis, pour le maintien de la sécurité publique.

Dans l'espace restreint réservé au public, s'enfasse une foule compacte, anxieuse, impatiente de connaître le dénouement.

C'est le capitaine Lagneau qui est appelé le premier pour déposer contre son ancien ouvrier Bergeron. Il explique que le 6 juin dernier, dans la soirée, il vint dans ses ateliers en compagnie du commandant Lucot, lorsque tout-à-coup il se sentit toucher à l'épaule. Alors se retournant, il se vit en présence de Bergeron qui lui dit qu'il avait quelque

chose à lui dire. Mais Lagneau qui n'était pas d'humeur à l'écouter lui répondit: « Je n'ai pas le temps, foutez-moi la paix! » C'est alors que Bergeron, surexcité et sachant que ses camarades souffraient autant que lui, saisit Lagneau par les deux bras et le boucula en lui disant qu'il était l'auteur de leurs misères et qu'il voulait les faire mourir de faim. Le capitaine pris de peur, s'imagina qu'un complot était tramé contre lui, il appela au secours en se dirigeant vers la porte de sortie. Le contre-maître arriva, saisit par derrière les deux poignets de Bergeron, qui tenait si ferme le capitaine, que celui-ci dans son brusque dégagement, fit déchirer sa vareuse. Le président demanda à Lagneau s'il avait à se plaindre de Bergeron. Il répondit, non, jamais; mais il se garde bien d'ajouter que la haine accumulée contre lui a été suscitée par ses mauvais égards envers ses ouvriers par les amendes, les mises à pied et le peloton de chasse dont il les accablait. C'est ce qu'un témoin de Bergeron n'a pas craint de dire en présence même de ce rude Lagneau.

Mais dès le début de l'audience le président s'est montré d'une partialité révoltante. Ainsi il a écouté avec complaisance Lagneau et Lucot dont la déposition était si contradictoire qu'il s'est embrouillé et ne savait plus ce qu'il disait. En revanche, un seul témoin à décharge a été entendu et Bergeron lui-même, qui avait cependant le droit de défense comme prévenu, a été arrêté dans sa déposition par le président sous prétexte qu'il allait trop loin. En effet, il dénonçait au tribunal tous les mauvais agissements de son chef Lagneau, ce qui semblait avoir le don d'exaspérer le président.

Le procureur général, dans son réquisitoire, eut l'audace de vouloir insinuer qu'il y avait un complot et que Bergeron en était l'exécuteur; qu'il devait être condamné à une peine sévère pour coups et blessures envers son supérieur qui est en même temps un fonctionnaire de la force publique et qui était dans l'exercice de ses fonctions.

On voit chez cet homme une partialité ignoble quand il termine en demandant un exemple. Des murmures s'élèvent de toutes parts dans le public et le président menace de faire évacuer la salle.

Le défenseur de Bergeron, M. Puech, prend à son tour la parole; il démontre avec évidence qu'il n'y a eu ni complot, ni coups, ni blessures, mais seulement une attaque violente envers son supérieur, que cela ne constitue qu'un délit insignifiant et ne mérite qu'une légère amende. Il aurait mieux fait, je crois, de demander son acquittement. Il a démontré que Bergeron était père de quatre enfants, que le tribunal devait, s'il tenait à montrer qu'il était juste, le prendre en considération pour cette raison, que d'ailleurs il avait de bons antécédents: trois sauvetages à son actif, dont deux seulement connus de la préfecture et une vie exempte de tout reproche. Vous penserez à tout cela, messieurs, et vous n'oublierez pas que sa femme et ses quatre enfants ont besoin de tout son travail pour vivre. Mais ces messieurs sentaient le besoin de donner un exemple afin de terrifier les ouvriers et ils ont condamné le brave Bergeron à 15 jours de prison. En entendant prononcer ce verdict rigoureux, le public exhala toute son indignation contenue avec peine jusqu'à ce moment en criant: c'est infâme! Enlevez Lagneau le cochon! Canaille! Canaille! Alors le président commanda de faire évacuer la salle.

Quant à Lagneau, craignant de passer un mauvais quart d'heure, il eut soin de s'esquiver par une porte de derrière.

Mais il n'y a rien de perdu, le moment viendra où il y aura un plus grand nombre de Bergeron qui feront danser tous les Lagneau.

VARIÉTÉS

Collaborations originales

PRÉLUDE

Et je songe, avec une joie sadique et une très nationale fierté, que, dans quelques jours, sera ouverte la période électorale. On peut même affirmer qu'elle l'est déjà, qu'elle l'a toujours été, et qu'étant donnés nos mœurs parlementaires et nos goûts politiques, qui sont de nous mépriser les uns les autres, cela ne changera rien à nos habitudes et à nos plaisirs. Mais ce qu'il est impossible de prévoir, c'est sa fin, et si jamais elle aura une fin. Dieu veuille que non! Par quelle suprême farce, par quelle ultime mystification se dénouera — si elle se dénoue un jour — cette période admirable et féconde, qui débute offi-

ciellement par l'annonce discrète et consolante de la candidature de M. Mermeix dans le quartier de Montmartre ? Voilà ce que nul ne saurait prophétiser ouvertement. Avec un pareil point de départ, l'induction philosophique elle-même, le somnambulisme et le spiritisme perdent de leur efficacité divinatoire et demeurent impuissants à conclure quoi que ce soit.

Pourtant, on hésite entre la guerre et la Révolution, ce qui est charmant, il faut bien en convenir. Généralement, et surtout dans le fier parti boulangiste qui ne compte que des héros, on est ravi de cette alternative. Car c'est évidemment une chose réconfortante de penser que cinq cent mille de nous peuvent être massacrés. Il paraît d'ailleurs que rien ne redonne du sang à un peuple appauvri comme d'être saigné à blanc, que rien n'accélère la vie comme de mourir. Il faut convenir également, en attendant de savoir lequel prévaudra de ces deux bienfaits sociaux, et s'ils ne prévaudront pas tous les deux ensemble, que l'existence va être délectable au milieu des musiques rugies par MM. de Cassagnac, Rochefort, Arthur Meyer et Canivet, par les autres aussi, par tous les autres. Nous avons en perspective une série ininterrompue de concerts comme on n'en entendit jamais, même au théâtre annamite et dans les ménageries foraines, à l'heure de la viande. Et quels passionnants spectacles !

On ne pourra faire un pas dans la vie sans être sollicités, accaparés, enthousiasmés par des distractions puissantes et variées, où le plaisir des yeux se mêlera aux joies de l'esprit, sans voir étalées sur les murs, sur les troncs d'arbres, sur les barrières des champs et les poteaux indicateurs des traverses, l'infime sottise, l'infime malpropreté de la politique. Chaque maison sera transformée en club ; il y aura sur chaque place publique des meetings hurlants ; en haut de chaque borne, de bizarres personnages, vomis d'on ne sait quels fonds secrets, d'on ne sait quels mystérieux coffres-forts, arrachés à l'obscurité gluante, d'on ne sait quelles cavernes journalistiques, gesticuleront, brailleront, aboieront, et les yeux injectés de sang, la gueule écumante et tordue, nous promèteront le bonheur. De Brest à Menton, de Saint-Jean-de-Luz à Valenciennes, tous, pour nous rendre heureux, s'accuseront de vol, de viol, d'assassinat ; ils se jetteront à la tête l'inceste, l'espionnage, la trahison, l'adultère de leurs femmes, l'argent de leurs maîtresses ; ils agiteront des draps de lit, des registres d'écrou, des bonnets de forçat, l'infamie des greffes, des bureaux de police, des cellules et des préaux. La France tout entière va devenir une immense latrine où les ventres ignominieux, publiquement, déverseront le flot empesté de leurs déjections. On va marcher dans l'ordure, enlisés jusqu'au cou. Et nous nous réjouissons de cette posture.

Qui ! le merveilleux peuple que nous sommes ! Et combien nous avons raison, grisés de notre propre honte, de résister aux dégoûtants principes du pessimisme ! Car tous ces gens-là sont d'inébranlables optimistes, d'extraordinaires bienfaiteurs. Malgré la diversité des dieux qu'ils servent, ils croient à l'âme immortelle. Et que veulent-ils ? Ce que voulait Vincent de Paul et ce que voulait Marat : nous apporter le bonheur, et de l'être quadruplement, par Boulanger, Ferry, Orléans et Napoléon. Par Boulanger surtout qui non seulement nous promet le bonheur, mais qui nous l'impose. Oh ! celui-là ne plaisante pas avec le bonheur. Il y ajoute même, par excès de magnificence, la richesse et l'honnêteté. Du bonheur, de la richesse et de l'honnêteté, il en a plein la main, pour tout le monde. Et encore lui en reste-t-il, dont il ne sait que faire.

— Est-ce que je ne suis pas heureux ? nous dit-il. Est-ce que je ne suis pas riche ? Pas honnête ?... Regardez... J'ai un hôtel superbe, huit chevaux dans mes écuries, une chère exquise, de l'or plein mes coffres. Et le dîner avec des lords milliardaires. Et toutes les femmes sont folles de ma barbe. Or, il n'y a pas si longtemps, je n'avais rien de tout cela... Eh bien ! ce que j'ai fait pour moi, je puis le faire pour vous, pour vous tous... Approchez... Qui veut du bonheur ? Qui veut de la richesse ? Qui veut de l'honnêteté ?... Des chevaux, des femmes, des hôtels ?... Vous n'avez qu'à parler... Et je ne les vends pas... je les donne... Ça ne coûte rien... Voilà !... Qui veut du bonheur ?...

Et je vois le désappointement du pauvre diable d'électeur qui, la figure joyeuse et claquant de la langue, viendra, plus tard, réclamer son dû.

— Que viens-tu faire ici ?

— Je viens chercher le bonheur que vous m'aviez promis.

— Le bonheur !... Tiens, le voilà !... Prends-le, prend tout... Une bonne capote qui te coupera les aisselles, un bon sac qui te rompra le dos, un bon fusil... Et va te faire crever là-bas... pour ma

gloire, et, ô suprême ironie !... pour la gloire de Mermeix... Es-tu content ?

Et il ira, l'électeur, il ira, sans se dire que cette capote, c'est lui qui se l'est taillée ; ce fusil, c'est lui qui se l'est forgé ; cette mort, c'est lui qui l'a signée, en votant pour l'homme magique qui devait le rendre heureux, riche et honnête. Il se dira seulement : — Jamais je n'aurai cru que le bonheur fût tel... J'aimerais mieux être malheureux.

D'ailleurs, le bonheur dont il se plaint, et que tous les gouvernements lui apportent, pareil, c'est lui seul qui l'a fait, toujours. Il a fait la Révolution française et, phénomène inexplicable, en dépit de cent années d'expériences douloureuses et vaines, il la célèbre ! Il la célèbre, cette Révolution qui n'a même pas été une révolution, un affranchissement, mais un déplacement des privilèges, une saute de l'oppression sociale des mains des nobles aux mains bourgeoises, et, partant, plus féroces des banquiers ; cette révolution qui a créé l'insurmontable société capitaliste où il étouffe aujourd'hui, et le Code moderne qui lui met des menottes aux poignets, un bâillon dans la gorge, un boulet aux chevilles. Il en est fier, et toute sa vie, à travers les monarchies et les républiques, se passe à changer de menottes, de bâillons et de boulets, chimérique opération qui lui arrache ce cri d'orgueil :

— Ah ! si je n'avais pas fait Quatre-vingt-neuf, où donc en serais-je ? Je n'aurai peut-être pas Boulanger !

Pour me donner une idée approximative de ce que vont être ces élections, je n'ai qu'à me souvenir de certaines fêtes religieuses de Bretagne, les jours de grand pardon. Souvenirs délicieux ! Chères évocations de la beauté humaine qu'il me suffira de transposer du physique au moral, pour avoir la représentation nette, impartiale et glorieuse de tous les partis qui vont mendier tes suffrages, éternel constructeur toujours battu de la fortune des autres, ô triple électeur que tu es !

Autour de Saint-Anne-d'Auray, sur les routes qui traversent le saint village et les sentes qui y aboutissent, les mendiants, les estropiés, les monstres font aux pèlerins une double haie d'épouvante et d'horreur. D'où viennent-ils ? De quelle morgue ? De quel enfer ? de quels germes atroces sont-ils donc sortis ? Je n'en sais rien. Hurlant et tordus, les uns rampant sur le sol, avec des grouillements vermiculaires ; les autres, brandissant entre leurs guenilles poissées de sanie, des membres tronqués, mutilés ; tous, la face convulsée, troués de gangrènes immondes, ils montrent, non sans coquetterie, des plaies qui n'ont pas de nom, même dans les léproseries de l'Orient ; ils étalent, avec une fierté visible, des difformités paradoxales, pleines d'hallucination et de cauchemar. On les voit avivant, avec un bel orgueil, leurs chairs rongées, putréfiées, pressurant de leurs moignons, de façon ostentatoire, des tumeurs hideuses, d'où le pus jaillit. Et c'est à qui de ces misérables — vivantes pourritures — sera le plus repoussant, exhalera la plus insupportable puanteur.

Par un étrange oubli — et peut-être par une haine consciente — de l'humanité qui les a vomis, ils mettent une sorte d'amour-propre, un point d'honneur, une vanité à ne plus conserver rien d'intact, par où se reconnaît en eux qu'ils ont été des hommes. Et quels foudroyants mépris pour les camarades dont les membres gardent encore, de-ci, de-là, des vestiges de formes humaines, dont les chairs accusent parmi les coupures et les boursoufflements, des parties inattaquées ! Quelles jalousies, entre eux, pour un polype rare, un cancer plus beau que les leurs, une éléphantiasis de grosseur insolite : jalousies qui vont parfois jusqu'à l'assassinat.

Eh bien ! mon brave électeur, normand ou gascon, picard ou cévenol, basque ou breton, si tu avais une lueur de raison dans ta cervelle, si tu n'étais pas l'immortel abruti que tu es, le jour où les mendiants, les estropiés, les monstres électoraux viendront sur ton passage coutumier étaler leurs plaies et tendre leurs sébilles, au bout de leurs moignons d'artreux, si tu n'étais pas l'indécrottable Souverain, sans sceptre, sans couronne, sans royaume, que tu as toujours été, ce jour-là, tu t'en irais tranquillement pêcher à la ligne, ou dormir sous les saules, ou trouver les filles derrière les meules, ou jouer aux boules, dans une sente lointaine, et tu les laisserais, tes hideux sujets, se battre entre eux, se dévorer, se tuer. Ce jour-là, vois-tu, tu pourrais te vanter d'avoir accompli le seul acte politique et la première bonne action de ta vie.

(Figaro, du 14 juillet)

Octave MIRBEAU.

COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

Le compagnon Sébastien Faure rappelle aux camarades de province qu'il est disposé à passer par Nantes, le centre de la France et la vallée du Rhin. Les groupes et camarades de ces diverses régions qui sont déjà ou voudraient se mettre en rapport avec lui au sujet de conférences à faire sur son passage, sont priés de lui écrire de suite, rue Caplat, 7, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

M. H. à Fourchambault. — Ne renvoyez pas les brochures. Distribuez.

Genève. — Montupet-Hilaire, marchand de journaux, 45, rue de Garchez à Fourchambault demande 25 Pestes.

Vidcoq. — Voulez-vous régler au kiosque de l'avenue des Ternes ?

D. à Blanzay. — Le journal n'a pas paru la semaine dont vous parlez. — Je vous envoie l'avant dernier paru.

Grœnwold. — « Paroles » envoyées, 1 fr. 50.

Le compagnon Jaussoin F. est prié de donner son adresse à Auguste Martin, 19, boulevard Rochechouart, à Paris.

E. N. à Buenos-Ayres. — Reçu carte. — Vous pouvez en effet vous procurer le journal chez Piette.

Louise Michel. — Les camarades de Troyes demandent si vous voudriez y aller quand cela vous sera possible ?

B. à Alais. — « La Société » d'ici trois ou quatre semaines. — Faure est averti. Le « Drapeau Noir » aussi.

B. à Bouillon. — Le comp. B. d'Alais demande où se en est de la tournée de conférences Tortelier et Louise Michel.

Genève. — Les camarades de Roubaix demandent 100 Pestes religieuses.

« Le Danton ». — Service sera fait. Merci. Pourquoi ne recevons-nous plus votre journal.

Le compagnon Cairé est prié de faire connaître sa nouvelle adresse à Firminy. Cause urgente.

H. Ougrée. — L. à Anduze. — S. à New-York. — S. à Roanne. — D. à Blanzay. — A. à Boudes. — H. à Celles.

J. à Saint Imier. — M. à Saint-Quentin. — F. à Amiens. — A. à Saint-Denis. — C. à Villefranche. — H. à Nîmes. — L. à Tours. — N. R. à Pamiers. — C. à Calais. — F. à Reims. — V. à Saint-Denis. — H. à Roubaix. — Reçu timbres et mandats.

CONVOCATIONS

Dimanche, Salle Horel, 13, rue Au Maire, de midi à 6 heures du soir.

Cercle international. — En caisse : 40 fr. 90, dont 4 fr. 20 à la salle Horel et 5 fr. emprunté (remis).

Détenu : 7 fr. Taverne du Bague ; 7 fr. 10, salle Horel. En tout : 44 fr. 10.

Ai compagni italiani. — Domenica 28 luglio, alle ore 1 1/2 tutti i compagni sono invitati alla Sala Horel, rue Aumaire, 13, per discutere cose importanti riguardo alla propaganda.

Groupe La Liberté, tous les samedis, 103, rue d'Avron, à 8 h. 1/2.

Ordre du jour : De l'attitude des abstentionnistes dans la prochaine période électorale.

LEVALLOIS-PERRET. — Vendredi 26 juillet, à 8 h. du soir, réunion des groupes La Révolte et La Solidarité, à la salle Mézerette, 86, rue Gravel.

Ordre du jour : Conférence sur la situation générale par le compagnon Faure.

Samedi 27 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chaynes, 42, rue d'Allemagne, grande réunion publique et contradictoire, avec le concours assuré de la citoyenne Louise Michel et des compagnons Sébastien Faure, Montant, Malato, Thenevin, Merline.

Ordre du jour : Les prochaines élections.

Les citoyens Jules Guesde, Vaillant, Deville, Lafargue, ont été invités par lettre personnelle.

Entrée : 30 cent.

Mercredi 31 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Arcourt, 7, place Voltaire (dans le sous-sol), réunion du groupe anarchiste de propagande abstentionniste du XI^e. Les compagnons qui ont promis leur concours, sont priés d'être exacts. — Il ne sera pas fait de convocation à l'Egalité.

SAINT-DENIS. — Le groupe La Jeunesse libertaire, réunion samedi 27 juillet, chez Giardo, rue Compoise, 34.

Le Gérant : J. GRAVE.

Paris. — Imprimerie J. GRAVE, 17, rue de l'Echiquier.